

Le retrait en cours des forces françaises d'Afghanistan est une réussite, mais se traduit par plusieurs dizaines de millions d'euros de dépenses supplémentaires faute d'une anticipation suffisante, selon les conclusions de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur le sujet.



Crédit photo : Jean-François d'Arcangues - ECPAD / EMACOM

A ce jour, l'engagement français en Afghanistan depuis 2001 « a coûté près de 3 milliards d'euros pour les seules dépenses militaires », et « à l'échéance de 2014, le surcoût total lié à l'opération devrait avoisiner les 3,5 milliards », notent Philippe Meunier (UMP) et Philippe Nauche (PS), les rapporteurs de la mission.

« La manœuvre est réussie », se félicitent-ils après examen des conditions du retrait. Moins de 1 500 soldats français sont encore en Afghanistan début 2013 – ils étaient 3 600 mi-2012 – et les deux tiers du matériel ont été désengagés, avec une légère avance sur le calendrier.

Les rapporteurs s'interrogent néanmoins sur « le manque de célérité des autorités françaises, diplomatiques et militaires, à négocier en amont avec les pays limitrophes l'utilisation des voies terrestres » pour rapatrier le matériel. « Ce manque de diligence se solde au final par une dépense de plusieurs dizaines de millions d'euros pour le budget de l'Etat », écrivent-ils.

En clair, si les soldats sont logiquement rapatriés par voie aérienne, le matériel accumulé en onze ans de présence française en Afghanistan a également été acheminé par avion pour environ 10 % des opérations de retrait déjà réalisées et pour 80 % par voie mixte, aérienne jusqu'aux Emirats arabes unis (EAU) puis maritime jusqu'en France.

Le coût de retrait d'un conteneur par la route du nord jusqu'en Ouzbékistan, puis par le train jusqu'en Lettonie, est en effet estimé à « environ 7 000 euros ». Par voie aérienne directe d'Afghanistan en France, il est d'« environ 40.000 euros » et d'« environ 30.000 euros » par la voie mixte (avion + bateau), celle par laquelle la quasi-totalité du retrait français se fait actuellement.

Les voies terrestres, moins coûteuses, sont restées jusqu'à présent impraticables, notent les rapporteurs de la commission de la défense de l'Assemblée. Et elles semblent devoir le rester. La voie terrestre sud, par le Pakistan, semble « définitivement bloquée ». Et un « convoi test » français qui tente d'emprunter la voie nord est immobilisé depuis plus d'un mois à la frontière afghane, pour des formalités administratives loin d'être réglées.

En avançant son retrait par rapport à la date prévue, fin 2014, pour l'ensemble des forces de l'OTAN, la France a par ailleurs évité l'embouteillage des voies de retrait « hautement probable pour les mois à venir », notent les rapporteurs. Ils se félicitent enfin que les opérations au Mali « n'ont nullement perturbé le désengagement » des forces d'Afghanistan.

Source du texte : [LE MONDE](#)